

Solidarité avec la jeunesse et les travailleurs grecs !

Le samedi 6 décembre, un jeune manifestant grec, Alexis Grigoropoulos, a été tué par balle par la police grecque. Il avait quinze ans. Aussitôt des manifestations ont éclatées à Athènes et dans de nombreuses villes grecques. Les affrontements se sont multipliés avec la police au cri de « flics, porcs, assassins ! », et se sont poursuivis les jours suivants.

Les médias mettent en avant les aspects les plus spectaculaires de ces affrontements, qui expriment la rage et le désespoir de nombreux jeunes grecs. Les médias sont plus discrets sur la situation réelle qui est faite à la jeunesse, au prolétariat, à l'ensemble de la population laborieuse de Grèce : inégalité sociale croissante, chômage, salaires misérables y compris pour les jeunes diplômés condamnés aux petits boulots. Et les médias sont peu bavards sur la politique conduite par un gouvernement marqué par les scandales et la corruption, gouvernement qui mène une violente offensive contre la population, en particulier contre les retraites des salariés et contre l'université publique, pour la privatiser.

Contre cette politique, les mobilisations se sont développées depuis deux ans : en 2006, quatre mois durant, les étudiants et le personnel des universités ont multiplié les manifestations grèves et occupations contre les plans de casse de l'enseignement supérieur et l'introduction d'universités privées. Et c'est avant le 6 décembre que l'appel avait été lancé à la grève générale pour le 10 décembre, en défense notamment des retraites.

Le prolétariat et la jeunesse de Grèce ont une longue expérience du combat contre la bourgeoisie et les gouvernements bourgeois, depuis la guerre révolutionnaire menée au cours de la seconde guerre mondiale, la guerre civile qui lui fit suite, jusqu'à la chute de la dictature des colonels en 1974 ; cette chute de la dictature fut précipitée par la révolte des étudiants qui se développa alors à partir de l'école polytechnique d'Athènes. Ils savent que si la forme des institutions et des gouvernements change, l'appareil de l'État reste fondamentalement le même que celui qui existait à l'époque de la dictature des colonels : un instrument de préservation de l'ordre bourgeois, comme le sont tous les appareils d'État. La mobilisation en cours met nécessairement ses pas dans les traces de ces combats révolutionnaires.

La question du pouvoir est aujourd'hui ouvertement posée par les manifestants ; en finir avec le gouvernement de Caramanlis et de la Nouvelle Démocratie, gouvernement bourgeois profondément corrompu, est une exigence : qu'il parte !

Mais les organisations issues du mouvement ouvrier (Pasok, KKe, Syriza) sont profondément divisées. Quelques soient les critiques parfaitement légitimes que la jeunesse et les travailleurs peuvent faire à ces organisations, à leur politique passée et présente, quelques soient les accusations réciproques que peuvent se porter ces organisations, l'alternative la plus immédiate est celle d'un gouvernement de ces partis, sans alliance avec la bourgeoisie. En même temps, il ne peut y avoir aucune illusion à l'égard de ces partis : la constitution de comités de grèves, d'un comité central de grève, sera une nécessité pour la jeunesse et les travailleurs, un outil irremplaçable pour s'organiser et imposer leur volonté.

La construction d'une organisation révolutionnaire est une nécessité non moins grande.

Le 9 décembre 2008